

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 PARCAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 31/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



MOREAU SARL

Les Bruns-Les Pelouses
37120 MARIGNY MARMANDE

Références : VAT 20220316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2022 dans l'établissement MOREAU SARL implanté Les Bruns-Les Pelouses 37 120 MARIGNY MARMANDE. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOREAU SARL
- Les Bruns-Les Pelouses 37120 MARIGNY MARMANDE
- Code AIOT dans GUN : 0010003084
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière est située aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » sur la commune de Marigny-Marmande. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 février 2006 avec une échéance de fin d'exploitation (remise en état incluse) fixée au 15 février 2026. Un procès verbal de récolement partiel du 1er juin 2016 a permis d'acter la remise en état des parcelles cadastrées section ZS n°10 bis pp, 11, 12pp et 15. Le plan de phasage a été modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2015.

L'extraction est réalisée à sec par un engin de travaux publics avec une dent vibrante sur une pelle hydraulique, pas d'utilisation d'explosif. Le matériau extrait est du calcaire destinée principalement à l'approvisionnement des entreprises du BTP pour des travaux de voirie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Garanties financières,
- L'exploitation de l'installation : extraction, abattage du gisement, bornages, clôture, schéma d'exploitation 2021.
- Rejet des eaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2	/	Lettre de suite préfectorale
Extraction	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4	/	Lettre de suite préfectorale
Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.1.2	/	Sans objet
Déclaration accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.3	/	Sans objet
Information des Tiers	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.1	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.1.2	/	Sans objet
Abattage a l'explosif	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.5	/	Sans objet
Prévention des pollutions et nuisances	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5	/	Sans objet
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.6	/	Sans objet
Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux
Prescription contrôlée : La quantité maximale annuelle de matériaux extraits de la carrière est fixée à 140 000 tonnes, la quantité moyenne annuelle est estimée à 70 000 tonnes.
Constats : RAS
Observations : La quantité extraite est : <ul style="list-style-type: none">– en 2019 : 42 200 tonnes,– en 2020 : 59 500 tonnes,– en 2021 : 40 500 tonnes. La quantité extraite ne dépasse pas la quantité maximale autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Calcul des GF – Attestation – Modification
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permet la remise en état maximale au cours de la période considérée pour la période [...] 2021/2026 - Une copie de ce document est également transmis à l'Inspection des Installations classées.
Constats : Le montant des garanties financières pour la période 2021-2026 est insuffisant suite à l'exploitation actuelle du site. L'exploitant n'a pas sollicité de modification de ces garanties financières auprès du préfet conformément à l'article 2.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 15 février 2006.
Observations : Selon le schéma d'exploitation transmis par l'exploitant pour l'année 2021, les valeurs suivantes sont : <ul style="list-style-type: none">– valeur S1 est de 4 ha 73 a, la valeur est deux fois supérieure à la valeur autorisée,– valeur S2 est de 1 ha 11 a,– valeur S3 est de 1 785 m² L'exploitant a actuellement une attestation de garanties financières pour la période du 25 avril 2022 au 15 février 2026, le montant est insuffisant au vu de la valeur S1. L'exploitant a pris du retard sur l'avancement de son exploitation. L'exploitant a déjà demandé un avenant auprès de sa banque (document bancaire du 5 mai 2022) mais n'a pas sollicité une modification de son arrêté préfectoral. L'inspection a rappelé à l'exploitant que toute modification des conditions d'exploitation qui conduit à une augmentation du montant des garanties financières, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet conformément à l'article 2.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 15 février 2006 et l'article 9 du l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2015 notamment pour le phasage de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déclaration accidents et incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre incidents- accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'IC les accidents et incidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière ou du fonctionnement de premier traitement des matériaux.
Constats : RAS
Observations : Aucun incident - aucun accident
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information des Tiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Conforme
Observations : Lors de l'inspection, il a été constaté à l'entrée du site un panneau avec l'identité de la carrière : le nom de l'exploitant, les références des arrêtés préfectoraux, l'adresse de la mairie où les documents peuvent être consultés. De part et d'autre de l'entrée de la carrière puis sur les abords des chemins des panneaux indiquant le danger sont visibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : - 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; - 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : RAS
Observations : L'inspection a constaté la présence des bornes sur les parcelles ZS10 et G33. L'exploitant a transmis un plan avec l'ensemble des bornes mises en place. L'exploitant contrôle régulièrement leur présence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitation de la carrière est conduite à sec. La cote du plancher de l'exploitation ne doit pas être inférieure à 117 m NGF. La hauteur des fronts de taille ne doit excéder 6 mètres.
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité de modification de son phasage dû au retard de son exploitation.
Observations : L'exploitant a transmis lors de l'inspection un schéma d'exploitation avec les côtes de fond de fouille. Le plan a été réalisé par le cabinet AXYLIS daté du 3 mai 2022, il a été constaté que le fond de fouille n'excède jamais 117,7 NGF. L'exploitant a des plans à jour de son installation. Mais, il est en retard par rapport aux phasages décrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2015. Pour le moment, il exploite la moitié des capacités de la carrière. Les plans des phasages avaient été élaborés en fonction des travaux de l'A10, celui-ci a pris du retard dû à la crise sanitaire. L'exploitant n'a pas encore sollicité de modification de son phasage. Son autorisation s'arrête en 2026. L'exploitant compte demander une prolongation d'exploitation avec un phasage différent. L'inspection rappelle que toute modification du phasage doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Par ailleurs, toute demande de renouvellement doit être anticipée avant l'échéance de l'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Abattage a l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Explosif
Prescription contrôlée : L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Leur fréquence est limitée à un tir par trimestre.
Constats : RAS
Observations : Depuis le changement d'exploitant, aucun tir de mine n'a eu lieu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Aire de ravitaillement : Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Aire de stockage : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs.
Constats : RAS
Observations : Le jour de l'inspection, quatre engins étaient stockés sur le site sur une zone non bétonnée. L'exploitant a indiqué que ces engins devaient être évacués du site. Une campagne de réhabilitation des terrains a eu lieu, elle s'est terminée la semaine avant l'inspection. L'inspection a demandé à l'exploitant que ces engins soient stockés sur une aire prévue à cet effet. L'exploitant a transmis par mail le 23 mai 2022, des photos permettant de justifier que les engins ont été évacués du site. Le jour de l'inspection, une partie des bidons étaient stockés sur rétention dans le conteneur atelier, les trois bidons étaient en dehors de la rétention. La rétention n'avait pas été nettoyée suite à la fuite d'un bidon non présent lors de l'inspection. L'exploitant a transmis par mail le 23 mai 2022, des photos permettant de justifier que la rétention avait été nettoyée et que l'ensemble des bidons sont stockés sur la rétention à l'intérieur du conteneur atelier. L'exploitant veillera à ce que les engins et les produits liquides susceptibles de créer une pollution soient stockés sur aire prévue à cet effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Eaux de lavage et de ruissellement : Les eaux de lavage et de ruissellement de l'aire de nettoyage sont préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique. [...] Des analyses de contrôle de matières en suspension totales, demande chimique en oxygène et hydrocarbures totaux sont réalisées par un laboratoire agréé tous les ans. Ils sont conservés par l'exploitant pendant au moins 5 ans.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre le dernier rapport de contrôle des rejets.
Observations : Le dernier contrôle a été effectué par la société Inovalys le 5 mai 2022 concernant les analyses de contrôle de matières en suspension-totales, demande chimique en oxygène et hydrocarbures totaux. L'exploitant devra transmettre une copie de ce rapport de contrôle dès réception. Le séparateur d'hydrocarbures avec obturateur automatique a été vérifié et vidé le 21 avril 2022 par la société Orléanaise d'assainissement. L'exploitant a le bordereau de suivi des déchets qui n'amène pas de commentaire de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gardiennage – clôture – Information
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autres part à proximité des zones clôturées.
Constats : RAS
Observations : La carrière est entourée de merlon sur toute sa périphérie et d'un portail à l'entrée du site fermé quand le site est hors activité. Il a été constaté la présence des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux signalant les dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;- le positionnement des talus et fronts d'exploitation ;- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipement connexes), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs. Les surfaces S1, S2 et S » des différentes zones sont consignées dans une annexe à ce plan. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation, est annexé au plan sus nommé.
Constats : Conforme
Observations : Le plan de géomètre a été transmis par l'exploitant, le jour de l'inspection. Il a été mis à jour le 3 mai 2022 par la société Axylis. Les informations mentionnées correspondent aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions et nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2006, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans la nappes souterraine est interdit. La quantité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance. A cette fin, trois piézomètres sont mis en place, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique. [...] Des prélèvements sont réalisés une fois par an, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions. Les analyses portent sur les MES, HT. Les résultats en sont consignés sur un registre tenu à disposition de l'IIC. Toute anomalie doit être signalée à l'IIC dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.
Constats : Les trois piézomètres n'ont jamais été mis en place sur ce site. L'exploitant devra justifier de l'impossibilité technique d'installer les trois piézomètres à l'aide d'une étude hydraulique.
Observations : L'inspection rappelle que l'exploitant a obligation sur le site de disposer de trois piézomètres, un en amont hydraulique de la nappe, les deux autres en aval hydraulique. Il a été constaté l'absence des trois piézomètres. L'exploitant a indiqué que lors du changement d'exploitant, l'ancien propriétaire avait justifié l'absence des piézomètres par l'impossibilité technique de les mettre en place chez le notaire. L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre un document ou des éléments permettant de justifier de l'absence des piézomètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale